LE GOLFE PERSIQUE

Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente

10
2019

Jusqu'à présent, et en dépit des nombreux incidents qui ont émaillé le golfe Persique depuis le 8 mai 2018 et la décision de Donald Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien (signé à Vienne le 14 juillet 2015), un embrasement régional semble vouloir être évité par toutes les parties prenantes de la situation, notamment l'Iran et les Etats-Unis. Néanmoins, un accident est toujours possible. Ainsi, la crise actuelle mérite-t-elle toute notre attention. Son issue peut avoir des conséquences majeures pour l'Europe, son économie et bien évidemment sa sécurité. C'est pourquoi, ce numéro de la revue *Orients Stratégiques* s'inscrit dans une volonté de dresser un bilan actualisé de la situation, des différents enjeux et perspectives dans un contexte complexe où s'entrechoquent des influences et des intérêts contradictoires. Les chercheurs et les spécialistes de la zone qui ont participé à ce dossier se sont donc efforcés d'apporter une réflexion stratégique originale, pour mieux se distancier de tout sensationnalisme médiatique souvent de mise dès qu'il s'agit de cette région convulsive, afin de fournir de nouvelles grilles de lecture et surtout, d'essayer d'anticiper de manière prospective l'ampleur des défis associés à cette zone sensible.

Roland Lombardi
Présentation

Roland Lombardi
Entretien avec Pierre Razoux

Thomas Flichy de la Neuville
La contribution de Jean Chardin à l'image de l'enfermement continental de la Perse

Amélie M. Chelly
Le martyre idéologique iranien

François Géré
L'interminable crise iranienne

Jean-François Coustillière
Provocations croisées dans le golfe Persique

Jean-Paul Burdy
Brumes de chaleur sur le détroit d'Ormuz...

Alain Rodier
Coups de projecteur sur la guerre secrète au Proche et Moyen-Orient

David Rigoulet-Roze
L'ostracisation du Qatar : un aspect singulier d'une crise multiforme dans le Golfe

Barah Mikaïl
L'Iran, la Syrie, le Golfe et le futur en perspective

Myriam Benraad
L'Irak au cœur de la rivalité stratégique régionale irano-saoudienne

Stephan Silvestre
Golfe : l'après-pétrole reconfigure l'équilibre régional

Comptes-rendus d'ouvrages

Orients Stratégiques

21 €

ISBN : 978-2-343-19342-7

LE GOLFE PERSIQUE *Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente*

Orients Stratégiques

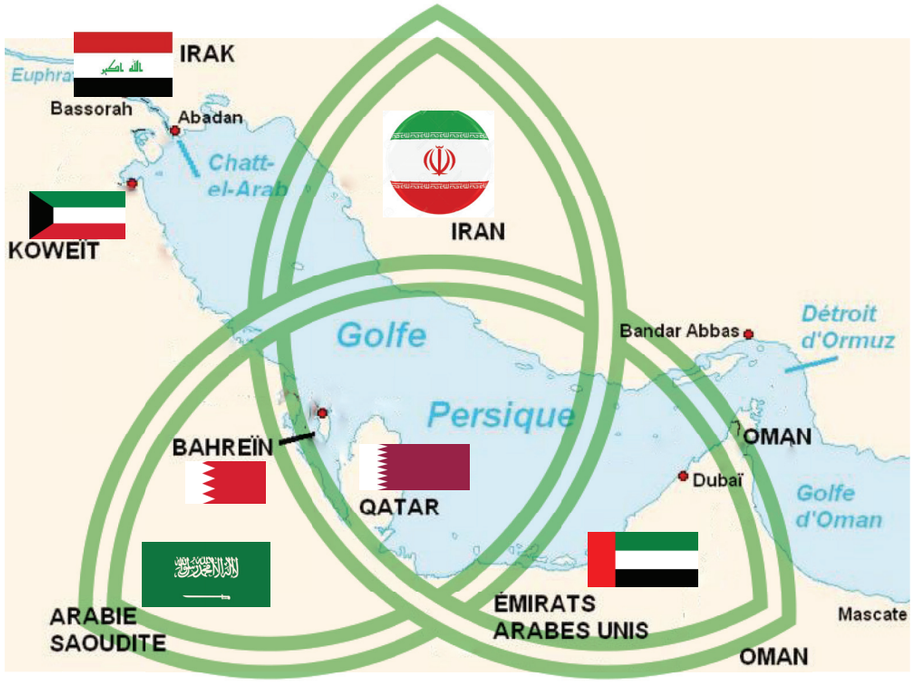
10

Année 2019

Sous la direction de
Roland Lombardi

LE GOLFE PERSIQUE

Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente



L'Harmattan

Orients Stratégiques

Directeur de la rédaction :
Pierre Berthelot
Rédacteur en chef :
David Rigoulet-Roze
Coordinateur éditorial :
Ata Ayati

Comité de rédaction

Djamchid ASSADI :	Professeur, ESC Dijon
Fabrice BALANCHE :	Visiting Fellow, Washington Institute for Near East Policy
Semra DOGAN :	Chercheure et consultante
Thomas FLICHY DE LA NEUVILLE :	Professeur à St Cyr
Leyla FOULADVIND :	Chercheure à l'EHESS
Roland LOMBARDI :	Consultant géopolitique, Intervenant à La Rochelle Business School - Excelia Group
Daniel MEIER :	Chercheur au laboratoire PACTE, Grenoble
Emel PARLAR DAL :	Professeur, Université de Marmara
Sébastien WESSER :	Consultant en relations internationales

Comité scientifique

Denis BAUCHARD :
Conseiller Moyen-Orient à l'IFRI

Pascal CHAIGNEAU :
Professeur des Universités Paris V

Dominique de COURCELLES :
Directeur de recherche, CNRS

Jean-François DAGUZAN :
Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique

Marwa DAOUDY :
Professeur, Université de Georgetown (USA)

Recteur Gérard-François DUMONT :
Professeur des Universités, Paris IV

François GÉRÉ :
Président de l'Institut Français d'Analyse Stratégique

Mathieu GUIDÈRE :
Directeur du département d'études arabes, Paris VIII

Farhad KHOSROKHAVAR :
Directeur d'études à l'EHESS

Recteur Joseph MAÏLA :
Professeur à l'ESSEC

Barah MIKAIL :
Professeur associé, Université Saint-Louis, Madrid

Stéphane VALTER :
Professeur à Lyon II

Recteur Charles ZORGBIBE :
Professeur émérite, Paris I Panthéon-Sorbonne

Direction de publication : ata ayati et xavier pryen

© L'HARMATTAN, 2019
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris
http://www.editions-harmattan.fr
ISBN : 978-2-343-19342-7
EAN : 9782343193427

Sommaire

Le golfe Persique :
nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente
Dossier sous la direction de Roland Lombardi

Roland Lombardi
Présentation 7

Roland Lombardi
Entretien avec Pierre Razoux 13

Thomas Flichy de la Neuville
La contribution de Jean Chardin à l'image de l'enfermement continental de la Perse 23

Amélie M. Chelly
Le martyre idéologique iranien.
Le martyre chiite versus le martyre sunnite : éléments de comparaison 35

François Géré
L'interminable crise iranienne 51

Jean-François Coustillière
Provocations croisées dans le golfe Persique 63

Jean-Paul Burdy
Brumes de chaleur sur le détroit d'Ormuz...
Importance stratégique maintenue, blocage improbable,
architecture de sécurité à redéfinir 85

Alain Rodier
Coups de projecteur sur la guerre secrète au Proche et Moyen-Orient 103

David Rigoulet-Roze
L'ostracisation du Qatar : un aspect singulier d'une crise multiforme dans le Golfe 123

Barah Mikaïl
L'Iran, la Syrie, le Golfe et le futur en perspective 143

Myriam Benraad
L'Irak au cœur de la rivalité stratégique régionale irano-saoudienne 157

Stephan Silvestre
Golfe : l'après-pétrole reconfigure l'équilibre régional 169

Comptes-rendus d'ouvrages 179

Présentation des auteur.e.s 187

Coups de projecteur sur la guerre secrète au Proche et Moyen-Orient

Alain Rodier*

Résumé

L'assassinat de Jamal Khashoggi à Istanbul en octobre 2018, la neutralisation d'Abou Bakr al-Baghdadi un an plus tard au nord-ouest de la Syrie, les attaques de missiles et/ou de drones dirigées contre les installations pétrolières et les navires marchands saoudiens intervenues tout au long de l'année 2019, ne constituent que la partie visible des guerres secrètes qui se mènent aujourd'hui au Proche- et Moyen-Orient. Elles engagent les services spéciaux de la région mais aussi ceux des pays qui y défendent leurs intérêts. Pour tous, ce que les professionnels surnomment parfois « le Grand jeu », consiste d'abord à recueillir du renseignement par des moyens techniques, humains, collaborationnels ou opérationnels. Ce sont d'abord les Américains qui font la plus grande moisson. La traque d'al-Baghdadi qui a permis de localiser la villa dans laquelle il se cachait est un modèle du genre qui sera certainement enseignée à l'avenir dans les écoles d'espionnage. Ce sont les renseignements stratégiques et tactiques recueillis par les Russes qui leur ont permis de mener une guerre à faible coût en Syrie. Comme d'habitude, les Israéliens ont été performants dans la localisation de cibles ponctuelles situées en Syrie et en Irak. Ces guerres de l'ombre vont se poursuivre dans l'avenir car les intérêts des multiples camps continuent d'être fondamentalement différents.

Abstact

The assassination of Jamal Khashoggi in Istanbul in October 2018, the neutralization of Abu Bakr al-Baghdadi a year later in northwestern Syria, missiles and/or drones attacks against oil installations and saudi merchants ships intervened throughout the year 2019, are the only visible part of the secret wars that are being waged today in the Near and Middle East. They engage the special services of the region but also those of the countries that defend their interests. For all, what professionals sometimes call «the great game» is to gather intelligence by technical, human, collaborative or operational means. First, the Americans make the biggest harvest. The hunt for al-Baghdadi, which made it possible to locate the villa in which he was hiding, is a model of the kind that will certainly be taught in the espionage schools in the future. It is the strategic and tactical intelligence gathered by the Russians that allowed them to wage a low-cost war in Syria. As usual, Israelis have been successful in locating point targets in Syria and Iraq. These shadow wars will continue in the future as the interests of the many camps continue to be fundamentally different.

* Ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, est directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R).

Les conflits qui se déroulent actuellement au Proche et Moyen-Orient ne concernent pas que les pays de la région mais les grandes puissances qui y sont impliquées à des degrés divers. La partie visible est largement couverte par la presse, mais ce n'est en réalité que la partie émergée de l'iceberg, le « Grand jeu » se déroulant dans la clandestinité. Il est conduit par les services secrets parfois renforcés de membres des forces spéciales ou de milices quand le besoin de muscles plus important se fait sentir.

Mais pour tenter de comprendre ce qui se passe, il est obligatoire d'examiner les intérêts de chaque acteur. Cela permet d'entrevoir comment ils emploient les services qui sont à leur disposition. Cela dit, il convient de rester très modeste en la matière car la guerre menée par les services est « secrète » par définition. Seuls des incidents permettent parfois de lever un coin du voile mais ils ne permettent en aucun cas de mesurer l'ampleur des opérations menées. Il faut aussi se méfier de la désinformation et de la propagande – mises en avant par tous ceux qui réinventent l'eau chaude à travers par les *fake news* –. C'est pour cette raison que cet article s'intitule « coups de projecteur sur la guerre secrète... » car ce ne sont que des bribes d'informations qui sont accessibles. Encore faut-il qu'elles soient analysées correctement.

Les États-Unis et Israël à l'offensive contre Téhéran

La stratégie de l'Administration Trump est de tout faire pour se dégager militairement du Proche et Moyen Orient, l'adversaire de demain étant la Chine. Toutefois, elle reste confrontée à une problématique incontournable pour Washington : la sécurité de l'État d'Israël. Tout le reste découle de ces constantes, en particulier la politique de plus en plus anti-iranienne conduite ces dernières années. Il ne faut d'ailleurs pas beaucoup pousser le sentiment anti-iranien des Américains qui ont beaucoup souffert de l'activisme du régime des mollahs dans les années 1980. De son côté, Israël qui n'a plus d'ennemi conventionnel crédible à ses frontières depuis des années a fait de la théocratie iranienne le croquemitaine prioritaire. Il faut dire que depuis la révolution de 1979, les responsables iraniens se sont évertués à apporter des arguments aux faucons israéliens par des déclarations assassines du style « *il faut rayer l'État hébreu de la carte* ». Bien que Téhéran s'en défende, il est facile de passer de l'anti-sionisme à l'anti-sémitisme bien qu'il existe une petite communauté juive en Iran qui est de temps en temps mise en avant dans un but de propagande.

Au départ, l'objectif de Téhéran était de prendre le leadership du monde musulman dont la partie arabe avait très mal ressentie les défaites des

guerres de 1967 et 1973. La « cause arabe » appuyée sur la crise palestinienne a semblé une bonne « porteuse » pour les services iraniens, surtout après la fin de la guerre déclenchée par Saddam Hussein (1980-1988). Mais cette politique de leadership du monde musulman a été un échec, les sunnites refusant de suivre les chiites considérés par la majorité d'entre eux comme des apostats (des traîtres à l'Islam). L'anti-sionisme et l'anti-américanisme ont alors été utilisés à but intérieur pour tenter d'unifier le peuple derrière ses dirigeants.

Depuis son élection à la présidence, Trump a voulu rompre avec la politique jugée trop timorée de son prédécesseur Obama. Poussé par Netanyahu et par le lobby néoconservateur américain (Bolton/Pompeo), il a clairement désigné le régime de Téhéran comme l'« ennemi à abattre ». Toutefois, John Bolton a été remercié le 10 septembre ce qui constitue un signe d'inflexion politique de la Maison banche qui perd son plus farouche belliciste. Les 17 services de renseignement US ont reçu pour instructions de focaliser sur cet objectif, chacun dans leur domaine de compétence. Deux constantes sont à relever : la coopération – pour ne pas dire la symbiose – de ces derniers avec leurs homologues israéliens et l'appui apporté aux pouvoirs sunnites de la région en tête desquels se trouvent l'Arabie saoudite, les Émirat Arabes unis et le Qatar.

Il semble toutefois que la crise provoquée par l'isolement voulu du Qatar par Riyad ait grippé considérablement le dispositif de coopération inter-services. De plus depuis cet été, les ÉAU se sont montrés réticents à suivre Riyad dans la guerre du Yémen. Pour expliquer cela, deux raisons : les ÉAU sentent bien que la situation est complètement « ensablée » (et ce sont eux qui fournissent la piétaille du champ de bataille, les Saoudiens assurant surtout la couverture aérienne) et surtout, ils souhaitent défendre leurs intérêts dans l'archipel de Socotra et à Aden où ils soutiennent les séparatistes sudistes à la grande ire de Riyad.

L'agressivité des services US-israéliens menée contre Téhéran n'a pas débuté sous l'ère du président Trump. L'exemple de mission offensive conjointe la plus aboutie menée par la NSA en liaison avec son homologue israélienne, l'unité 8.200 (mais également avec la participation de services européens – Pays-Bas, Allemagne, France -), est l'introduction du virus Stuxnet qui a endommagé les centrifugeuses iraniennes dans les années 2004/2010 ! Par contre, Washington a exprimé ensuite son mécontentement face aux méthodes expéditives du Mossad pour envoyer des scientifiques iraniens dans l'autre monde lors d'opérations *homo* menées en Iran. Les Israéliens ont alors changé de méthode – avec l'aval de

Washington – privilégiant les bombardements ciblés visant le Hezbollah libanais et parfois des gradés des pasdarans en Syrie mais maintenant aussi au Liban et en Irak.

Quelques cas ont défrayé la chronique. Mashur Zidan, un haut responsable du Hezbollah a été tué le 21 juin 2018 par un drone israélien dans la banlieue sud-ouest de Damas. Zidan avait été proche de Samir Kountar un activiste druze condamné pour meurtre en Israël en 1980 mais échangé en 2008, lui-même transformé en chaleur et lumière en 2015 en Syrie. Il s'agit d'opérations qualifiées de *Homo*. En ce qui concerne les opérations *Arma* (contre les matériels), une série d'« incidents techniques » (en dehors de Stuxnet cité précédemment) sont survenus au sein d'installations du complexe militaro-industriel iranien. Le plus sérieux a eu lieu en 2014 quand une très importante explosion a détruit une partie du site de Parchin. Il était destiné à stocker et à tester différents explosifs. Il a aussi servi à la mise au point de missiles balistiques à carburant liquide comme les différentes versions du Shahab -3. Les Iraniens sont soupçonnés d'avoir mené sur ce site des essais en détonique destinés à provoquer une réaction en chaîne menant à une explosion nucléaire. Huit techniciens ont été tués lors d'une explosion survenue en janvier 2009 dans une usine de fabrication d'armes de Zarinshahr, dans la province d'Isaphan. Un autre incident étrange est la mort « accidentelle » en 2007 du physicien atomiste Ardeshir Hosseimpour par une « *intoxication due au gaz* » dans une usine de conversion d'uranium à Ispahan. Des informations non confirmée font état de la mort d'autres techniciens lors du même incident qui serait en fait un empoisonnement aux matières radioactives. Toujours avant l'affaire Stuxnet, une cinquantaine de centrifugeuses auraient été détruites sur le site de Natanz suite à des défauts de pièces détachées achetées à l'étranger. L'homme d'affaire iranien qui avait participé à l'achat des pièces défectueuses, Ali Ashtari, arrêté en 2007 a été pendu en 2008 pour connivence avec Israël. Il aurait été traité par le Mossad lors de déplacements en Thaïlande, en Turquie et en Suisse pour un « prêt » de 50 000 $.

En Syrie, en juillet 2007, une explosion survenait sur un site d'armes spéciales (qui effectuait le montage de têtes chimiques sur des missiles Scud) situé à Moussallamiya dans la région d'Alep. Quinze techniciens syriens et dix de leurs homologues iraniens travaillant sur place ont été tués. Le raid mené par l'aviation israélienne (opération « *Orchard* ») sur un réacteur nucléaire à eau lourde syrien en cours de construction dans la région de Deir ez-Zor le 6 septembre 2007 a marqué les esprits. À noter qu'à l'époque, de nombreuses actions clandestines israéliennes ont été permises grâce aux

renseignements fournis par le général des pasdaran Ali Reza Asgari qui avait fait défection en février 2007 dans des conditions rocambolesques.

De nombreuses opérations homo ont été menées par le Mossad de par le globe. Le 12 février 2008, Imad Fayez Mugniyah, un des leaders opérationnels historiques du Hezbollah explosait avec sa voiture à Damas. Son fils Jihad connaîtra une fin tragique sept ans plus tard en Syrie à proximité du plateau du Golan où il menait une inspection en compagnie du général pasdaran Allah-Dadi décédé dans la même frappe. Mahmoud al-Mabhouh, un important représentant du Hamas qui s'occupait de trafic d'armes a été retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel le 19 janvier 2010 à Dubaï. L'enquête a mis en lumière 26 suspects aux différentes nationalités déclarées.

Le 15 décembre 2016, Mohammed Al-Zoari, un scientifique tunisien spécialiste en aéronautique désigné par les Israéliens sous le sobriquet de « l'ingénieur » a été assassiné par balles alors qu'il se trouvait au volant de sa voiture à Sfax en Tunisie. Il était membre de la branche militaire du Hamas palestinien depuis une dizaine d'années. Il participait notamment à la réalisation d'un projet de fabrication de drones. Ce n'est pas la première fois que le Mossad conduit des opération *homo* en Tunisie : Khalil al-Wazir, l'adjoint de Yasser Arafat, a été ainsi été criblé de balles par un commando israélien le 12 avril 1988 à Tunis. Les experts en armements constituent généralement des cibles privilégiées. Comme cela a été évoqué plus avant, des scientifiques iraniens spécialisés dans le nucléaire ont ainsi payé un lourd tribut à la guerre secrète. L'ingénieur canadien Gerald Bull à l'origine du projet « Babylone » (la construction d'un super canon pour Saddam Hussein) avait été tué le 20 mars 1990 à Bruxelles par un « inconnu » qui, après avoir tiré cinq balles de 7,65 mm a pris la précaution de récupérer les douilles !

La guerre contre les exportations de pétrole iranien passe par un travail de renseignement puisque Washington est très intéressé par la manière dont Téhéran vend et livre son pétrole malgré l'embargo. C'est même le secret numéro « un » car les exportations de pétrole iraniennes doivent être réduites à zéro afin de priver le régime de sa principale source de revenus. Selon les estimations, elles sont tombées de 2,5 millions de barils/jour en 2018 à 500.000 barils/jour à la mi-2019. Les traders sont particulièrement visés se voyant parfois offrir des sommes colossales en échange d'informations sensibles (15 millions de dollars sont offerts depuis la début septembre à celui qui donnera des informations sur les financements des pasdaran). Pour les Iraniens – particulièrement pour ceux qui travaillent pour le ministère de l'Énergie –, les Officiers traitants américains proposent en plus du cash de l'alcool mais aussi des prostituées de luxe qui passent pour des

femmes d'affaires ou encore des offres de visas pour l'Occident. Toutes les opportunités sont utilisées pour aborder les bonnes personnes. Bien sûr, des savants montages via des sociétés écrans « désireuses » d'acquérir du pétrole iranien (vendu environ cinq dollars en dessous des cours officiels) sont destinés à identifier les numéros de comptes, les intermédiaires et les facilités utilisés par les Iraniens.

Les contre-mesures prises par l'Iran n'en sont pas moins relativement efficaces puisque Téhéran a séparé ses marchés pétroliers en quatre zones présidées par un superviseur : la Syrie dont s'occupe l'ancien pasdaran Rostam Ghasemi, la Chine, l'Inde et l'Europe. Ce sont eux vers qui remontent toutes les demandes et de nombreuses mesures de sécurité sont adoptées. Les acheteurs qui sont clairement désignés à l'avance par des traders – qui ne peuvent pas discuter les prix – sont invités à envoyer un représentant à Téhéran qui n'est libéré que lorsque l'affaire est faite. 10 % sont versés à la commande et le règlement total a lieu avant le déchargement des tankers. Souvent, ces navires éteignent leur transpondeurs et des cas de transfert en pleine mer ont été signalés. Parfois, du pétrole iranien est mélangé à des chargements irakiens partant de Bassora. Des faux manifestes de chargement seraient aussi réalisés.

Les mouvements d'opposition iraniens utilisés par Washington

Enfin, les services américains s'appuient sur tous les mouvements d'opposition au régime iranien en tête desquels se trouve le MEK (les Moudjahiddines du peuple) membre du Conseil national de la résistance iranienne, CNRI. Le coup de maître de ce mouvement a consisté à dévoiler en 2002 que Téhéran développait un programme nucléaire militaire. Washington verrait bien le CNRI remplacer le régime des mollahs mais le problème réside dans le fait que cette organisation n'a aucune assise populaire en Iran où, de plus, elle est condamnée par la majorité de la population (même par ceux qui ne soutiennent pas les mollahs) comme ayant « trahi la Patrie » lors de la guerre Iran-Irak. En effet, le MEK avait combattu aux côtés de l'armée de Saddam Hussein. Téhéran accuse régulièrement le « grand » et le « petit Satan » (Les USA et Israël) de soutenir en sous main tous les groupuscules qui commettent relativement fréquemment des attentats en Iran comme le Joundallah baloutche, aussi appelé (mais plus rarement) Mouvement de la résistance du peuple – MRPI -. Pour le moment, aucune preuve n'est venue corroborer ces accusations.

Par contre, lors de ce qui a été appelé le « mouvement vert » qui a suivi l'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad de 2009 puis lors des

troubles de 2011-2012 qui ont poussé des centaines de milliers de protestataires dans la rue, de nombreuses organisations non gouvernementales plus ou moins pilotées par Washington ont encouragé la contestation comme elles l'avaient fait lors des révolutions de couleur. Comme à l'habitude, les réseaux sociaux ont joué un grand rôle de propagande et de communications utilisés par les manifestants.

Il n'a pas été question des services saoudiens, Al-Istikhbarat Al A'amah (Présidence générale du renseignement, GIP en anglais), leur mission principale consistant surtout à contrôler l'opposition à la famille royale et à soutenir l'expansion du wahhabisme à l'étranger (les salafistes-djihadistes jugés proches de l'idéologie wahhabite sont considérés comme des ennemis dès qu'ils expriment l'intention de s'en prendre aux Saoud) et pas à mener des opérations directes contre les Iraniens. Le meurtre de Jamal Khashoggi à Istanbul en octobre 2018 en est l'illustration parfaite. Il ne faut pas se faire d'illusions, s'il a pu être planifié, c'est qu'il y a certainement eu dans le passé des opérations du même type qui ont parfaitement fonctionné sans attirer l'attention des medias. Là, le bilan est totalement contreproductif car cette action n'a fait que desserrer les liens qui existaient entres Riyad et l'Occident. Toutefois, le GIP a mené des actions de soutien aux Moudjahiddines afghans durant l'invasion soviétique – particulièrement en traitant un certain Oussama Ben Laden – puis aux rebelles syriens à partir de la révolution de 2011.

Les services spéciaux de Téhéran

Au départ, c'est la Savama, qui a eu, entre 1981 et 1984, la mission d'éliminer tout ce qui était considéré comme une opposition directe ou potentielle au régime des mollahs. Une fois que la situation a été jugée suffisamment stabilisée, le ministère du Renseignement et de la Sécurité nationale, Vevak (ou MOIS) a été créé. Aujourd'hui, il porte le nom de ministère du renseignement de la République islamique d'Iran, le Vaja. Tous ses chefs sont des religieux, actuellement c'est l'Hojjatoleslam Mahmoud Alavi. En plus des missions traditionnelles, il doit approvisionner l'Iran en matériels soumis à embargo et préparer les représailles, particulièrement en utilisant le terrorisme d'État en cas d'intervention étrangère. C'est pour cette raison que les réseaux dormants iraniens sont tellement craints. Bien que ce ministère soit placé sous l'autorité du Conseil suprême de la Sécurité nationale (CSSN), il répond de ses actes directement auprès du Guide suprême de la Révolution, l'Ayatollah Ali Khamenei.

Les OT (officiers traitants) officiels servent à l'étranger sous couverture diplomatique. D'ailleurs, les services de renseignement iraniens agissent en étroite coopération avec leur ministère des Affaires étrangères. Pour leur part, les OT clandestins sont souvent des personnels d'Iran Air, de l'agence de presse IRNA, de la radiotélévision IRIB, d'associations culturelles ou caritatives, des étudiants, etc. Traditionnellement, l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie, la Turquie, l'Égypte, les pays du Golfe persique et d'Asie centrale constituent des lieux d'implantation privilégiés pour eux. Enfin, l'importante diaspora libanaise répartie de par le monde sert de vivier humain pour recruter des collaborateurs via le Hezbollah. Afin de ne pas apparaître directement, ce dernier a souvent utilisé la couverture de l'Organisation Jihad islamique (OJI).

Organisation Jihad islamique (OJI)

L'OJI aussi appelée l'« Organisation des Opérations Extérieures » ou l'« Unité 910 » est apparue au début des années 1980 au Liban en même temps que le Hezbollah. Les rapports américains déclassifiés laissent entendre qu'il s'agissait à l'origine de plusieurs groupes indépendants qui étaient réunis sous le même sigle pour agir pour le compte de Téhéran alors opposé aux Occidentaux au Liban – et qui avait des comptes à régler avec la France dans le cadre du contentieux Eurodif -.

L'OJI a revendiqué de nombreuses opérations dont l'attaque contre l'ambassade américaine à Beyrouth le 18 avril 1983 (63 tués dont 17 Américains), les actions suicide du 23 octobre 1983 visant la Force multinationale de paix au Liban (58 militaires Français et 241 Marines US tués), la même année les attentats contre l'ambassade américaine au Koweït (7 morts) et le QG de l'armée française au Liban (15 morts dont un Français), l'enlèvement en mars 1984 de William Francis Buckley, le chef de poste de la CIA à Beyrouth (il sera torturé pendant une quinzaine mois avant de décéder), le détournement du vol TWA 847 en juin 1985, la prise en otages la même année de Jean-Paul Kauffman, de Michel Seurat (qui décèdera en détention) et de l'Américain Terry Anderson et enfin les attentats du 17 mars 1992 contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires (29 morts) – revendiqué officiellement par l'OJI – et du 18 juillet 1994 contre l'*Associacion Mutual Israelita Argentina* (AMIA) (84 morts) – attribué à l'OJI -..

Par la suite et selon Washington, Téhéran et le Hezbollah sont responsables de huit tentatives d'attentats en 2012 ayant eu lieu à Bangkok, New Delhi, Tbilisi, Bakou, Mombasa, Chypre et Burgas contre des diplomates et des intérêts israéliens. Le chef historique de l'IJO, Imad Moughniyeh a été neutralisé lors d'une opération *homo* à Damas le 12 février 2008, vraisemblablement orchestrée par le Mossad.

Le contre espionnage iranien ne reste pas inactif face aux initiatives américaines, qui ont désigné les pasdarans comme « mouvement terroriste » puis abouti à un renforcement de leur dispositif militaire au Moyen-Orient et surtout contrecarré la guerre secrète qui n'a cessé de s'intensifier. Téhéran a annoncé cet été avoir neutralisé un réseau d'espionnage de la CIA et arrêté 17 de ses sources (agents). Ceux qui ont refusé de coopérer avec les autorités iraniennes ont été condamnés à la peine capitale. Une vidéo a été publiée montrant comment des officiers traitants américains avaient recruté ces agents alors qu'ils voyageaient à l'étranger en leur promettant des visas et de l'argent. Par contre, à l'inverse de ce qui a été annoncé, la plupart de ces prévenus n'étaient pas chargés de ramener des informations à caractère militaire mais avaient des activités liées au commerce international. Ils pouvaient envoyer les informations recueillies par des moyens de transmissions sophistiqués dissimulés dans des briques creuses. Ces arrestations ne sont pas les premières puisque Jason Rezaian, le correspondant du Washington Post en Iran, soupçonné d'être le chef de station de la CIA dans le pays avait été arrêté en 2014 et relâché en 2016 contre la restitution d'une somme de 400 millions de $ iraniens bloqués aux États-Unis. Il ne s'agissait pas vraiment d'une rançon puisque Téhéran ne faisait que récupérer de l'argent qui lui appartenait.

Plus dramatique : de 2009 à 2013, un réseau utilisé par des agents de la CIA via des communications cryptées sur internet aurait été éventé. L'enquête aurait démarré en Iran après que l'administration Obama ait annoncé que Téhéran avait découvert des installations d'enrichissement secrètes. L'Iran avait levé le lièvre en coopération avec Pékin mais c'est en Chine que les conséquences ont été les plus désastreuses. À savoir qu'entre 2011 et 2012, deux douzaines de sources américaines ont disparu en Chine et que Téhéran a été mis sur la piste d'un réseau d'informateurs. Enfin, l'Iran surveille particulièrement ses citoyens bénéficiant de la double nationalité (statut non reconnu par Téhéran).

Le renseignement iranien a pour cibles prioritaires l'Arabie saoudite et les mouvements sunnites extrémistes (salafistes/wahhabites). À ce titre, les fronts syro-irakien et yéménite ne sont que des guerres par procuration qui opposent Téhéran à la famille Saoud et à ses alliés, voire à ses adversaires quand il s'agit d'Al-Qaida ou de Daech. Ainsi, depuis sa création, Al-Qaida a été l'objet de toutes les attentions de la part de l'Iran. En 2001, ses services ont facilité l'exfiltration de membres d'Al-Qaida d'Afghanistan suite à l'intervention américaine. Depuis, Téhéran contrôlerait une branche d'Al-Qaida basée en Iran... Certains réfutent cette thèse

en affirmant que les chiites et les sunnites ne peuvent s'entendre. C'est oublier un peu vite que l'imam Khomeiny a déclaré que les différences entre chiites et sunnites « *sont plus historiques que théologiques* ». En effet, l'Iran soutient des mouvements sunnites comme le Hamas ou le Jihad islamique palestinien qui se sont joints à la lutte contre l'« impérialisme judéo-chrétien ». Le Hamas a perdu momentanément l'aide iranienne suite à son soutien à la rébellion syrienne mais les choses seraient rentrées dans l'ordre aujourd'hui.

En Afghanistan les tribus de l'ouest du pays n'ont aucun secret pour les Iraniens depuis des décennies. Aujourd'hui, Téhéran s'appuie sur des ennemis d'hier, notamment le Hezb-I-Islami de Gulbuddin Hekmatyar qui fut combattu en son temps comme les talibans. Cette politique discrète (le mot « secret » est trop fort pour ce cas) permet à Washington d'assurer que Téhéran entretient des liens avec Al-Qaida comme ce fut le cas pour Saddam Hussein en 2003. « Celui qui veut tuer son chien l'accuse d'avoir la rage » comme le dit le proverbe. Les mouvements kurdes sont une préoccupation permanente pour Téhéran. En premier lieu, le PJAK, la branche iranienne du PKK, est considérée comme un danger et combattu en tant que tel. Par contre, le PKK est parfois utilisé pour affaiblir le voisin turc. L'Iran entretient les meilleures relations avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du clan Talabani qui bénéficie de son aide militaire et en renseignements. Par contre, la méfiance est de mise avec le PDK du clan Barzani en raison de ses liens entretenus avec l'Occident en général et les États-Unis en particulier et plus secrètement avec Israël.

Un cas concret de cette activité de contre-espionnage : le 9 juin 2017, le Département de la justice américain a dévoilé le nom de deux suspects américano-libanais qui dépendraient de l'OJI, Kourani alias « Jacob Lewis » et « Daniel » Samer El Debek alias Eldebek. Ils ont été arrêtés pour « soutien à une organisation terroriste » et pour « participation à une formation militaire dispensée par une organisation terroriste ». Les deux prévenus qui risquent des dizaines d'années de prison s'ils sont reconnus coupables des faits qui leurs sont reprochés sont présentés comme des agents clandestins. Les deux agents présumés de l'OJI n'ont pas été repérés après de longues enquêtes menées par le FBI. Ils sont simplement venus se mettre à table après avoir été « radiés » par leur employeur en espérant obtenir la clémence des autorités américaines.

Le ministère du renseignement n'est pas doté d'un service action. Ce type de mission est confié aux pasdarans, en particulier à la force Al-Qods. En règle générale, il apporte les renseignements nécessaires et les

pasdarans (les Hezbollah peut être considéré comme une branche action des services iraniens) s'occupent des opérations qui sont parfois violentes. Les actions les plus célèbres sont l'attentat contre des détachements militaires français et américains au Liban en 1983 qui ont causé la mort de 299 personnes ; une série d'attentats à la bombe à Paris en 1989 (12 morts), les attaques contre l'ambassade d'Israël et la communauté juive à Buenos Aires, en 1992 et 1994 (125 tués) et vraisemblablement l'attentat des tours de Khobar en 1996 en Arabie saoudite (19 Américains tués et 372 personnes blessées). La dernière opération date de 2012 quand le Hezbollah s'est attaqué à un bus de touristes israéliens à Burgas en Bulgarie (7 morts dont 5 Israéliens), ce afin de venger les assassinats de scientifiques iraniens attribués au Mossad. Aujourd'hui, ces opérations sont mises en réserve car jugées comme contre-productives.

L'Organisation du renseignement du Corps des gardiens de la Révolution islamique est composée de deux comités. Celui du renseignement et celui de l'exécution des opérations. Étroitement liés au Ministère du renseignement, utilisant les mêmes couvertures, ses membres gardent cependant leur autonomie. On peut trouver certains d'entre eux au poste d'attaché de défense. Ils servent alors es qualité. En Iran, les pasdarans ont des bureaux implantés dans tout le pays et plus particulièrement au sein des unités militaires. Une partie de leur mission peut alors être apparentée à celle d'une « sécurité militaire ». En effet, les mollahs ont toujours gardé une grande défiance vis-à-vis des cadres de l'armée, même si aujourd'hui plus aucun officier n'a servi du temps du Shah. Le territoire est quadrillé par les milices Bassidji, une « garde nationale » à l'iranienne qui compterait plus de dix millions de membres. Elle est encadrée par des pasdarans détachés ou en retraite. Un certain nombre ont été dépêchés sur le front syro-irakien pour renforcer la force al-Qods.

Cette dernière commandée par le Major général Qassem Souleimani forte d'environ 20 000 hommes a son état-major dans l'ancienne ambassade des États-Unis à Téhéran rebaptisée « caserne Kazemi ». Elle est actuellement engagée sur le front syro-irakien et vraisemblablement au Yémen. Qassem Souleimani entretient des liens étroits avec les chefs de milices chiites des Forces de Mobilisation Populaires irakiennes (FMP ou Comité eu encore Unités), les Hached Al-Chaabi. Bagdad a ordonné à l'été qu'elles intègrent les forces armées régulières. En Syrie où les étrangers servent dans des unités quasi homogènes comme les brigades des Fatimides pour les Afghans, de Zeibab pour les Pakistanais ou la al Harakat Al Nujaba pour les Irakiens. Cette dernière est active dans les

deux pays. L'encadrement est majoritairement iranien. Les pasdarans ont payé un si lourd tribut en vies humaines que Souleimani a imposé qu'il n'y ait pas plus d'un volontaire par famille qui aille rejoindre la force Al-Qods pour combattre à l'étranger. Mais les volontaires affluent et pour tourner cette interdiction, ils rejoignent des milices étrangères en tant que combattants isolés.

Cas très rare : une défectrice américaine en Iran

Monica Elfriede Witt, une ancienne militaire de l'Armée de l'air américaine aujourd'hui âgée de 39 ans, parlant parfaitement le Farsi, a fait défection en Iran en août 2013 emportant avec elle de nombreuses informations classifiées concernant ses opérations secrètes et l'identité de ses collègues travaillant dans le renseignement. Curieusement, le cas n'a été rendu public qu'en février 2019 lorsque l'acte d'accusation de la Cour de Columbia a été divulgué dans les medias. Elle est inculpée de « conspiration de tentative de divulgation et de divulgation d'informations relevant de la défense nationale au gouvernement iranien ». Lors de sa carrière militaire, elle a notamment appartenu au Bureau des Enquêtes Spéciales de l'Air Force (Air Force Office of Special Investigations -AFOSI-), le pendant du célèbre NCIS (Naval Criminal Investigative Service) bien connu des amateurs de séries télé.

Quatre présumés OT iraniens dépendant des Gardiens de la Révolution (pasdarans) sont également accusés d'avoir tenté d'entrer en contact avec au moins huit anciens collègues de Monica Witt, ou au moins pénétrer dans leurs ordinateurs en 2014 – 2015.

L'enquête menée par le FBI a révélé que la société iranienne « New Horizon Organisation » dépendait de la force Al-Qods. Selon l'acte d'accusation, cette société organisait des conférences internationales à Téhéran dont celle intitulée l'« Hollywoodisme et le cinéma » offrant aux officiers de renseignement iraniens une plateforme pour approcher et tenter de recruter des participants invités tout en propageant une propagande antisémite, complotiste et négationniste.

Monica Witt qui avait intégré l'US Air Force en 1997 a quitté l'armée en 2008 mais a continué de travailler comme consultante pour le Département de la défense jusqu'en 2010. Ce n'est qu'après avoir quitté la Défense qu'elle s'est rendue en février 2012 en Iran pour assister à la conférence « Hollywoodisme et le cinéma » citée plus avant. À partir de cette époque, Witt est apparue dans des vidéos où elle se présentait comme une ancienne du département de la Défense et critiquait le gouvernement américain sachant parfaitement que ces films seraient exploités par les médias iraniens dans un but de propagande. Elle dénonçait notamment les harcèlements sexuels dont sont victimes les femmes dans l'armée US. Une autre vidéo montrait la cérémonie où elle se convertissait à l'islam. Le 25 juin 2012, le FBI l'avertit sur le fait que les Iraniens pourraient tenter

de la recruter, ce dont elle ne tient pas compte. À la même période, Witt aurait été mise en contact avec une journaliste américano-iranienne qui effectuait un reportage « à charge » aux États-Unis. Cette journaliste, Marzieh Hachemi née Melanie Franklin avant de se convertir à l'islam et de se marier à un citoyen iranien, a été arrêtée le 13 janvier 2019 aux États-Unis. Elle a été détenue pendant dix jours afin d'être entendue comme témoin dans un « dossier pénal en cours » devant un grand jury à Washington sans plus de précisions. Or, le cas de Monica Witt a été dévoilé le 8 février... Résidant en Iran depuis 25 ans, cette journaliste officie au sein de la chaîne anglophone Press TV. C'est à ce titre qu'elle s'est rendue à plusieurs reprises aux États-Unis. Il n'est pas impossible qu'elle ait participé en tant qu'officier recruteur aux manifestations données par « New Horizon Organisation ». Witt se rend à la même conférence en février 2013 à Téhéran (il y en a eu trois en tout : 2011, 2012, 2013). Mais elle s'impatiente auprès de son contact (sans doute Mme Hachemi) avec lequel elle correspond régulièrement car les Iraniens semblent rester sourds à ses appels du pied répétés. Elle se serait même rendue en juin 2013 à l'ambassade d'Iran à Kaboul où elle aurait « tout raconté ». À bout, elle aurait menacé en juillet 2013 de faire comme WikiLeaks (en parlant à la presse) ou en contactant les Russes qui « seraient très gentils » venant « la chercher à l'aéroport ». La lenteur que mettaient les Iraniens à répondre à ses offres de services est due au fait que tous les professionnels du renseignement se méfient des actes de « volontariat » car ils craignent alors d'avoir à faire à une provocation. Le cas de Witt était assez exceptionnel pour que de longues vérifications soient nécessaires avant que les services iraniens ne donnent suite d'autant que, c'est elle seule qui aurait finalement décidé de rejoindre Téhéran le 28 août 2013 à partir de Dubaï. Si ses déplacements de 2013 sont difficiles à suivre, il est probable que le débriefing à son arrivée en Iran a dû être long et serré !

Finalement, les Iraniens lui ont assuré le gîte et le couvert tout en lui fournissant des moyens informatiques. Un défecteur est toujours intéressant mais ses informations s'arrêtent quand il a quitté son pays. Il est utile de tenter de lui faire jouer un rôle offensif qui peut être payant sur le long terme. Il a donc été demandé à Monica Witt de faire des recherches sur ses anciens collègues afin de constituer des « dossiers d'objectifs ». En clair de les transformer en cibles potentielles. Comme par hasard, à partir de décembre 2014, les cyber activistes iraniens auraient commencé à lancer des manœuvres de pénétration informatique visant les cibles désignées par Witt. Ces activités ont atteint un pic entre janvier et mai 2015. Toutefois, l'acte d'accusation est relativement précis sur les recherches qu'effectuait Witt via le net. Il est donc probable que les services américains ont suivi ses démarches pas à pas (ce qui explique qu'ils n'ont pas communiqué sa défection à la presse) et qu'ils ont ainsi été en mesure de déjouer les manœuvres iraniennes, voire de les retourner contre eux. Toutefois, « les actions imputées à Monica Witt consistant à aider un pays hostile constituent une trahison de la sécurité de notre nation, de nos forces armées et

du peuple américain » a déclaré l'agent spécial du FBI Phillips qui a témoigné devant la justice. Est-elle vraiment un traître ou un faux transfuge destiné à intoxiquer Téhéran ? La réponse à cette question restera vraisemblablement un des nombreux mystères de l'histoire de l'espionnage.

L'exemple d'une opération secrète rondement menée

Le 14 septembre, 19 impacts ont frappé les installations pétrochimiques de Khurais et d'Abqaib dans le centre-est de l'Arabie saoudite. Les rebelles Houthis ont revendiqué cette opération. Les pasdarans iraniens auraient mis en œuvre deux armements différents depuis deux bases de lancement distinctes. Sept missiles de croisière Qods-1 auraient été tirés depuis l'ouest de l'Iran et 18 drones Ababil 2/T du sud-est de l'Irak. Ces derniers auraient été au préalable introduits dans cette zone contrôlée par les milices Hachd *al-Chaabi* alliées de Téhéran –. 19 vecteurs auraient atteint leurs cibles avec, pour certains, une grande précision. Cela laisse à penser qu'ils ont été guidés en phase terminale par des opérateurs terrestres infiltrés en Arabie saoudite utilisant des caméras embarquées qui leur transmettaient la situation en temps réel. En effet, les armements incriminés ne bénéficient pas de systèmes de guidage (dont de GPS) permettant une précision de l'ordre de la dizaine de mètres après un parcours de 600 à 650 kilomètres. Si les drones employés semblaient armés de charges explosives qui ont pu déclencher des incendies spectaculaires, il convient de constater que les orifices laissés dans certaines citernes – sans doute par les Qods-1 – n'ont pas provoqué de feu. Cela tendrait à prouver que ces derniers étaient équipés de têtes inertes. Si cela est vérifié, il s'agirait d'un avertissement menaçant le royaume de frappes ultérieures plus destructrices.

Une opération coordonnée de ce type a nécessité des mois de préparation car il fallait entraîner les opérateurs, amener secrètement les lanceurs à destination en Iran et surtout en Irak sans que la surveillance aérospatiale ne les détecte, infiltrer les commandos en Arabie saoudite et ensuite diriger les frappes depuis un PC central. Déjà, le 14 mai dernier, l'attaque d'un pipeline saoudien au centre du royaume avait eu lieu depuis l'Irak. Il semble que les autorités saoudiennes et américaines n'ont pas pris la mesure de la menace.

Les services de renseignement iraniens jouent donc un rôle de tout premier plan pour soutenir le régime iranien confronté aux admonestations du président Trump et à la lutte d'influence qui l'oppose aux Saoud au Proche-Orient. Ils sont très utiles tant la situation internationale est complexe et illisible et donnent à Téhéran une marge de manœuvre qui

lui permet de naviguer à vue nouant ou dénouant des alliances de circonstances. Tant qu'ils seront fidèles à leurs maîtres, il n'y a pas de raison de penser que le pouvoir en place à Téhéran risque d'être déstabilisé car ils constituent une garde prétorienne particulièrement performante.

Les services secrets syriens

De manière à ne pas risquer un coup de force fomenté par un officier trop ambitieux, Hafez el-Assad avait séparé ses services de renseignements en plusieurs entités. Le rôle de tous ces services est focalisé sur la situation intérieure même si cela implique d'avoir des prolongements à l'étranger pour y surveiller l'opposition en exil et assurer des contacts discrets dans le domaine politique et économique, etc. Ce qui est quasi-certain, c'est qu'à la différence de Daech et d'Al-Qaida, les services syriens ne se livrent pas actuellement au terrorisme hors de leur territoire. Par contre, à l'intérieur, c'est une autre histoire particulièrement dans la zone tenue par les Forces démocratiques syriennes (FDS) à l'est de l'Euphrate. L'objectif de Damas étant de récupérer un jour ces terres relativement fertiles et surtout riches en hydrocarbures, une guerre secrète est menée contre les FDS en s'attaquant aux populations civiles (bien qu'il soit parfois difficile de faire la différence entre un paysan le jour et un milicien la nuit). Ainsi, selon Salmane Barudo, le directeur adjoint de la Commission de l'Agriculture et de l'Économie, une grande partie des incendies provoqués dans les récoltes de l'été 2019 aurait été le fait de groupes commandités par Damas même si les services turc (MIT) et Daech seraient aussi de la partie. Les pertes s'élèveraient pour 2019 à une trentaine de millions d'euros, les feux criminels ayant détruit quelques 45 000 hectares et fait des dizaines de victimes humaines.

Au printemps 2019, les têtes ont changé dans les organigrammes militaires et des services syriens. Ce sont surtout des pro-Russes qui ont été mis en place. Le Lieutenant général Salim Harba a été nommé chef d'état-major en avril. Le 7 juillet, le Major général Ali Mamlouk chef du Bureau de la Sécurité Nationale (chargé de la coordination des services de renseignement) a été désigné vice-président chargé de la sécurité. Ses fonctions passées l'ont amené à rencontrer de nombreux responsables étrangers, soit en Syrie soit à Moscou, au Caire, à Amman, à Ankara et même à Rome. De plus, il bénéficierait de la confiance du prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane (MBS). Enfin, il serait sunnite. Il aura comme adjoint le Major général Abdel-Fatah Qudsiyeh. Ce sont ces deux officiers qui vont tenter de renouer leurs contacts avec le monde extérieur afin de

négocier car la situation sur le terrain étant globalement figée. La Turquie devrait jouer un rôle d'intermédiaire entres les différentes parties.

Dans ce jeu de chaises musicales, Mohammed Mahla, l'ancien chef des renseignements militaires (pro-Iraniens) ° mis à la retraite a tout de même obtenu un lot de consolation comme « conseiller » auprès du président Assad. Il est remplacé par le Major général Kifah Milhem très pro-Russes. Le Major général Mohammed Dib Zaitoun, le chef des renseignements généraux (le principal service de renseignement civil syrien) remplace Mamlouk. Il serait aussi sunnite et bien sûr pro-Russes. Le Major général Houssam Louqa ex-chef de la sécurité politique le remplace. Son successeur est le Major général Nasser Ali. Jamil Hassan pro-Iraniens est remplacé à la tête des puissants services de renseignements de l'Armée de l'Air par son adjoint, le Major général Ghassan Jaoudat Ismaïl qui, lui, a les faveurs de Moscou. Le Major général Nasser Deeb prend la sécurité criminelle. En résumé, la majorité du système sécuritaire et de renseignement est désormais aux mains d'officiers pro-Russes. Problème, ils sont presque tous recherchés par la justice internationale mais cela pourrait s'arranger puisque Washington susurre à propos de la Syrie : « les Iraniens dehors mais pas de changement de régime ! »

La Russie discrète mais très présente et surtout active

Globalement, le président Vladimir Poutine a également demandé à ses services d'accroître la lutte contre le terrorisme, le nationalisme et l'extrémisme. Si cela n'est pas bien nouveau, ce qui l'est plus, c'est l'accent qui est mis sur un des moyens à mettre en œuvre : la collaboration avec l'Organisation de coopération de Shanghai (qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan) et avec les pays d'Amérique latine. Il ne fait absolument pas mention d'une éventuelle coopération avec les services occidentaux car il les estime partiaux suivant, voire précédant pour les Britanniques, les injonctions américaines. Cela vaut aussi en matière de lutte contre le terrorisme les Américains étant soupçonnés de faire preuve de mansuétude vis-à-vis du Hayat Tahir al-Cham (HTC) dont une forte composante est originaire de Tchétchénie et pays avoisinants. D'ailleurs, cette coopération passée qui a été initiée après l'effondrement de l'URSS qui avait suscité de nombreux espoirs au sein des services occidentaux, s'est montrée extrêmement décevante. Le problème d'achoppement le plus important a été le cas iranien. À savoir, les services russes se sont montrés plus que rétifs pour fournir des renseignements fiables sur ce sujet.

Les services russes ont été très employés en Syrie, que ce soient des forces spéciales qui apportaient une expertise et parfois une force de frappe en guidant des tirs air-sol, ou des sociétés dîtes « privées » comme le Groupe Wagner. L'avantage d'utiliser des firmes qui n'ont pas le droit d'avoir leurs bureaux officiels en Russie même – elles sont déclarées dans des pays étrangers mais s'entraînent sur le sol russe -, le mercenariat étant interdit par la loi, est que cela place un coupe-feu entre le Kremlin et les acteurs de terrain. Même quand ces sociétés commettent l'irréparable – ou subissent des pertes importantes comme cela a été le cas en Syrie -, les apparences sont sauves.

Et les mouvements salafistes-djihadistes ?

La mort annoncée d'Abou Bakr al-Baghdadi à la fin octobre suite à des opérations de renseignement qui auraient permis aux services américains (en coopération avec les Irakiens et les Kurdes syriens) de le localiser avec précision a été un tournant important. Daech a bien un service de sécurité, l'Amniyat, qui là a été mis en échec mais, s'il avait d'abord un rôle de recrutement (et de vérification de la fiabilité des volontaires), il a aujourd'hui une tache simple : amener des devises car les apports importants dus au pillage des banques des villes conquises en 2013-14, particulièrement de Mossoul (mars 2013, un milliard de $ saisis) et l'impôt révolutionnaire, le Khom ne sont plus suffisants. Mais dans le cas de Daech, cela pouvait surtout être qualifié de racket tout étant taxé : les habitants, l'agriculture, les transports, les mouvements de personnes, etc. Les amendes imposées par la police religieuse pour non respect de règles islamiques apportaient également des fonds. Daech a aussi exploité ce qui peut être qualifié de trafics. Ainsi, l'arrivée des volontaires étrangers avait un prix et leur départ – quand il était autorisé – aussi (1000 $). Les femmes et les enfants capturés étaient réduits en esclavage et vendus sur des marchés très prisés par les combattants étrangers car ils pouvaient librement assouvir leurs passions sexuelles en s'offrant une ou plusieurs maîtresses, voire des enfants dans la mesure où ils avaient les fonds nécessaires (parfois envoyés par leurs familles qui ne connaissaient pas la destination de cet argent). Moins connu sont les trafics de contrefaçons de fausses devises et de faux médicaments...

Toutes les richesses des terrains conquis étaient exploitées, en particulier les hydrocarbures et les antiquités récupérées sur des sites ou dans des musées archéologiques. Cette manière de procéder est terminée même si le racket a repris en Syrie et en Irak. Il convient donc de trouver d'autres

sources pour le moment mystérieuses. Il se murmure que Daech utiliserait quelques hackers particulièrement doués ayant épousé la cause pour se livrer à des opérations frauduleuses relevant du cybercrime.

Dans le passé, le problème consistait à trouver des clients et des intermédiaires intéressés par des prix plus bas que ceux du marché. Pour le pétrole, il était commercialisé aux alentours de 20 $ le baril. Bien que les détails soient toujours restés opaques, il semble que le régime syrien, faute de mieux, se fournissait largement en hydrocarbures auprès de Daech. En, Irak, ce seraient les Kurdes qui auraient fait de même sauf que le pétrole n'était pas majoritairement destiné à leur consommation personnelle mais à l'exportation vers la Turquie voisine via des réseaux tenus par des mafias turco-kurdes considérées comme très performantes – et proches de l'extrême droite -. L'importante diaspora lui fournit des réseaux dans toute l'Europe occidentale.

L'important trésor de guerre accumulé au cours les années passées (les estimations vont de 50 à 300 milliards de $) a été soigneusement réparti et caché de manière à pouvoir être utilisé au moment nécessaire. Les activistes n'ont plus été payés par un « pouvoir central » jouant sur une des implantations locales qui devaient s'efforcer de s'autofinancer. Toutefois, des « courriers » ont été signalés à plusieurs reprises apportant avec eux de l'argent liquide destiné à aider des cellules particulièrement isolées. Mais aujourd'hui, les transferts d'argent se font généralement par des moyens plus rapides et sécurisé comme les carte bancaires prépayées rechargeables. Parfois, il a aussi été fait appel à des sociétés de transfert d'argent comme lors des attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

Intox en série

Les Qataris assurent que les services secrets du Bahreïn qui ne rendent des comptes qu'au roi Hamid bin Isa al-Khalifa se sont entendus avec Al-Qaida dans la Péninsule arabique (AQPA) pour frapper des opposants au régime local. Il convient de se rappeler que la majorité des Bahreïnis est chiite alors que la famille royale est sunnite. AQPA a démenti formellement ces allégations et conseille à la chaîne Al Jazeera de rester neutre bien qu'elle soit qatarie ! Plus prosaïquement, les Bahreïnis Ali Mohamed al Arab et Ahmed Isa al Malali ont été exécutés cet été pour avoir rejoint un groupe terroriste soutenu secrètement par Téhéran (le Sayara al-Achtar – les Compagnies de la revanche de Dieu –) en vue de commettre des attentats. Le Saraya Waad Allah, un autre groupe chiite a promis dans une vidéo intitulée « sang pour sang » de se livrer à des représailles.

Une autre information fermement récusée est le soutien d'AQPA par les Émirats Arabes Unis au Yémen, en particulier dans la région d'Aden afin d'aider les séparatistes sudistes qui s'opposent au gouvernement légal avec le soutien direct de Riyad. Or, AQPA n'est pas présent dans cette zone ses repaires de situant plus à l'Est. Cette argumentation concernant l'utilisation d'Al-Qaida « canal historique » par l'Arabie saoudite, les ÉAU et le Bahreïn reviennent régulièrement par des canaux dépendant du Qatar dans la lutte qui lui est imposée par ces États. Bien sûr l'argument lui est renvoyé affirmant que le Qatar utilise des mouvements terroristes pour mener sa politique étrangère, notamment au Sahel et en Libye.

Ces différents « coups de projecteur » donnent une idée de la guerre secrète qui se déroule au Proche et Moyen-Orient. Il convient de constater que ces méthodes ne permettent pas à un acteur, aussi puissant soit-il, d'emporter la décision. Cela décevra ceux qui pensent que des puissances *underground* dirigent le monde. L'utilité des services réside dans la liberté d'action qu'ils peuvent apporter à leurs dirigeants politiques qui, par ailleurs sont pieds et poings liés par les accords internationaux mais aussi par leur propre système politique. Force est de constater que les dirigeants occidentaux, malgré des discours énergiques destinés à se faire élire, n'ont presque plus de marge de manœuvre, tout particulièrement en matière de politique internationale. Cela dit, les services ne sont qu'un moyen et ne suffisent pas à faire basculer des situations complexes.